

Market News

Etudes Economiques & Stratégie

mardi 31 mars 2026

Divergence d'interprétation entre les marchés...

Matières Premières				Cloture américaine				Indices Futures				
	Price	Change	% Chg	Indices	Price	Change	% Chg		Price	Change	% Chg	
Crude Oil	103.02	0.14	0.14%	S&P 500	6,343.72	-25.13	-0.39%	S&P F	6,445.75	57.5	0.90%	
Gold	4,589.00	31.50	0.69%	Dow Jones	45,216.14	49.5	0.11%	NASDAQ F	23,323.25	183.5	0.79%	
Silver	72.3	1.73	2.45%	Nasdaq	20,794.64	-153.72	-0.73%	DJIA F	45,887	422	0.93%	
Changés				VIX								
DXY Index	100.45	-0.060	-0.06%	Secteurs à Wall Street				Asie				
Euro	1.1473	0.001	0.08%					% Chg Nikkei	51,298.05	-587.8	-1.13%	
Yen	159.68	-0.050	-0.03%	Financiels				1.10%	Hang Seng	24,624.55	-126.24	-0.51%
Pound	1.3202	0.002	0.13%	Utilities				0.66%	Shanghai	3,908.28	-15	-0.38%
Marché obligataire				Consumer Staples				Europe				
U.S. 10yr	4.33	-2.6		Communication Services				0.57%	Singapore	4,910.27	13.01	0.27%
Germany 10yr	3.035	-6.8		Real Estate				0.38%	Asia Dow	5,126.65	-77.66	-1.49%
Italy 10yr	3.983	-8.7		Health Care				0.36%	Stoxx 600	580.73	5.43	0.94%
Japan 10yr	2.341	-1.9		Materials				0.35%	CAC 40	7,772.45	70.5	0.92%
Crypto				Consumer Discretionary				FTSE MIB				
Bitcoin USD	67,684	+1,216	1.83%	Energy				-0.87%	IBEX 35	16,969.20	166.7	0.99%
Ethereum USD	2,067.43	45.09	2.23%	Information Technology				-1.49%	FTSE 100	10,127.96	160.61	1.61%
				Industrials								

Cours au 31/03/26 6:27 AM

Achevé de rédiger à 6h30

Moyen Orient : Cacophonie !

- Ce matin, Donald Trump envisagerait de mettre fin à la campagne militaire contre l'Iran sans exiger la réouverture immédiate du détroit d'Ormuz, privilégiant ensuite une pression diplomatique. Cette stratégie contraste avec ses déclarations publiques plus agressives et parfois contradictoires d'hier.
- Les tensions s'aggravent au Moyen-Orient avec des attaques iraniennes contre des infrastructures et des navires, ainsi qu'une extension des combats au Liban. Plusieurs pays sont touchés, tandis que l'OTAN a intercepté des missiles et qu'Israël estime progresser dans ses objectifs.
- L'Iran poursuit ses actions militaires tout en faisant face à une grave crise économique marquée par une inflation élevée et des manifestations. Le pays envisage aussi de restreindre la navigation occidentale dans la région.
- L'Espagne refuse de soutenir les opérations américaines contre l'Iran en fermant son espace aérien et ses bases militaires, invoquant le droit international. Cette position a entraîné des tensions avec les États-Unis, qui menacent de représailles commerciales.

Donald Trump a indiqué à ses conseillers qu'il était prêt à mettre fin à la campagne militaire américaine contre l'Iran même si le détroit d'Ormuz reste en grande partie fermé, estimant qu'une réouverture immédiate prolongerait le conflit au-delà de l'objectif de quatre à six semaines. Le secrétaire d'État Marco Rubio s'est dit de son côté optimiste sur la possibilité de travailler avec des représentants du gouvernement iranien. La stratégie privilégie l'affaiblissement de la marine iranienne et de ses capacités balistiques, puis un basculement vers la pression diplomatique, en laissant éventuellement aux alliés européens et du Golfe le soin de sécuriser la voie maritime. Cette position contraste avec ses déclarations publiques, parfois contradictoires, oscillant entre menaces contre les infrastructures énergétiques iraniennes et minimisation de l'importance du détroit pour les États-Unis. Hier, Donald Trump avait durci le ton, en menaçant sur *Truth Social*, « d'anéantir » l'île de Kharg, qui assure environ 90% des exportations de brut iranien, ainsi que les centrales électriques et usines de dessalement du pays, si un accord n'était pas conclu « rapidement » pour rouvrir le détroit d'Ormuz. Mais, malgré des renforts militaires déployés dans la région, l'administration américaine ne place pas explicitement la réouverture du détroit.

Les tensions au Moyen-Orient s'intensifient avec une attaque iranienne contre un pétrolier koweïtien près de Dubaï, provoquant un incendie et un risque de marée noire, tandis que des débris liés à la défense aérienne ont fait plusieurs blessés dans l'émirat. Israël estime avoir dépassé la moitié de ses objectifs militaires et anticipe un affaiblissement interne du régime iranien, alors que les combats s'étendent également au Liban avec la mort de Casques bleus et de nombreux civils. **Le Koweït a accusé l'Iran d'avoir attaqué une usine de dessalement et d'électricité, ce que Téhéran a nié. L'OTAN a par ailleurs confirmé l'interception d'un missile iranien se dirigeant vers la Turquie, le quatrième depuis le début des hostilités.**

L'Iran poursuit ses frappes régionales malgré les déclarations de Donald Trump. Téhéran envisage d'imposer des droits de passage et des restrictions aux navires occidentaux. Les prix à la consommation, en Iran, a atteint 50,6% à la mi-mars, contre 47,5% le mois précédent, selon le centre officiel des statistiques iranien. L'économie iranienne souffre depuis plusieurs années d'une hyperinflation chronique et d'une forte dépréciation du rial, alimentées par les sanctions internationales imposées à la République islamique. L'érosion du pouvoir d'achat qui en résulte s'est particulièrement accentuée ces derniers mois, déclenchant en décembre de vastes manifestations dans le pays.

L'Espagne a fermé son espace aérien aux avions militaires américains participant aux frappes contre l'Iran, a annoncé la ministre de la Défense, Margarita Robles, élargissant ainsi une position déjà ferme après le refus de Madrid d'autoriser l'utilisation de ses bases militaires dans le cadre de ce conflit. Selon le quotidien *El País*, cette mesure contraint les appareils militaires à contourner le territoire espagnol, membre de l'OTAN, pour rejoindre leurs cibles au Moyen-Orient, à l'exception des situations d'urgence. Le ministre de l'Economie Carlos Cuerdo a précisé que cette décision s'inscrit dans le refus de Madrid de « participer ou contribuer à une guerre déclenchée unilatéralement et en violation du droit international ». Il y a près de deux semaines, le président du gouvernement Pedro Sanchez avait annoncé un plan de 5 Mds € pour atténuer les effets économiques du conflit. Au début du mois, le président américain Donald Trump avait menacé de mettre fin à l'ensemble des échanges commerciaux avec l'Espagne en représailles au refus de Madrid d'ouvrir ses bases.

Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

S&P 500 - Sur 5 séances



Etats-Unis

La séance d'hier a été volatile dans un climat de forte incertitude géopolitique, dominé par l'intensification du conflit au Moyen-Orient et ses répercussions sur les marchés de l'énergie et les anticipations macroéconomiques, conduisant à une clôture en ordre dispersé des grands indices américains. Le S&P 500 a ouvert en hausse, à 6 403 (+ 0,9%), mais rapidement, il est revenu sur son niveau de vendredi, fluctuant entre 6 370 et 6 400, avant de passer dans les négatifs à la mi-séance et tomber à 6 427 sur la dernière heure des échanges, avant de clôturer à 6 344 (- 25 points), en baisse de 0,4%. Par contre, le Dow Jones est en légère hausse, de + 0,1% à 45 216 points. Le Nasdaq baisse de - 0,7% à 20 795 (- 154 points). L'indice de volatilité VIX est resté élevé, à 30,6 (- 1,4%), traduisant une nervosité persistante des investisseurs.

Après une ouverture bien orientée grâce au recul des taux longs et à des propos jugés relativement accommodants du président de la banque centrale américaine, Jerome Powell, les indices ont progressivement effacé leurs gains initiaux sous l'effet de la remontée des inquiétudes liées à la durée potentielle du conflit avec l'Iran, alimentées par des informations évoquant un renforcement militaire américain dans la région et la possible implication accrue d'acteurs

(Source : Marketwatch)

VIX - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

régionaux, tandis que les menaces sur le détroit d'Ormuz ont propulsé les prix du pétrole à des niveaux inédits depuis 2022, avec un baril de WTI au-dessus des 100 \$ (102,3 \$ ce matin) et un Brent proche de 113 \$ (revenu à 106,3 \$ ce matin), ravivant les craintes d'un choc énergétique susceptible de peser sur la croissance mondiale. Étonnement, ce risque inflationniste potentiel a alimenté des scénarios de ralentissement économique, entraînant une nette détente des taux à 10 ans américains, reculant à 4,35%, ce qui a soutenu temporairement les indices actions, avant que les inquiétudes sur la demande globale ne reprennent le dessus, particulièrement dans les secteurs cycliques et technologiques. La séance a ainsi été marquée par une rotation sectorielle significative, avec un net repli des valeurs liées aux semi-conducteurs et à l'intelligence artificielle, pénalisées à la fois par des prises de bénéfices et par des interrogations sur la dynamique de la demande, tandis que des segments plus défensifs ou liés à la cybersécurité et aux logiciels ont rebondi après leurs récents décrochages, permettant au Dow Jones de préserver un léger gain.

Sur le front macroéconomique, la publication de l'enquête régionale de la *Fed* de Dallas, ressorti à - 0,2 contre des attentes positives, a confirmé un ralentissement de l'activité industrielle américaine, renforçant l'idée que le choc énergétique pourrait freiner la croissance plutôt que relancer durablement l'inflation, un point également souligné par Jerome Powell, qui a indiqué que la banque centrale était en « position d'attente », considérant que les anticipations d'inflation restaient bien ancrées malgré la hausse des prix de l'énergie, tout en laissant ouverte la possibilité d'une réaction si ces anticipations venaient à se dégrader, ce qui a contribué à faire chuter les probabilités de resserrement monétaire à court terme. Les marchés monétaires n'anticipent quasiment plus de hausse de taux lors de la prochaine réunion. En parallèle, l'actualité politique et réglementaire a également retenu l'attention avec la proposition de l'administration américaine d'ouvrir davantage les plans de retraite 401(k) aux investissements alternatifs comme le *private equity* et le *private credit*, un changement structurel potentiellement majeur pour les flux de capitaux, bien que celui-ci intervienne dans un contexte de sorties de fonds sur certaines stratégies privées.

Sur le plan microéconomique, la séance a été particulièrement animée par de nombreux mouvements marqués au sein des valeurs individuelles. Le secteur des semi-conducteurs a été durement touché avec **Micron Technology** (- 9,9%), **Western Digital** (- 8,6%), **Marvell Technology** (- 7,0%), **Sandisk** (- 7,0%) et **Lam Research** (- 5,4%), entraînant dans leur sillage d'autres acteurs comme **Applied Materials** (- 4,2%), **Intel** (- 4,5%) ou **Advanced Micro Devices** (-3,0%), tandis que les valeurs liées aux infrastructures optiques ont également reculé à l'image d'**Applied Optoelectronics** (- 13,3%), **Coherent** (- 9,8%) et **Lumentum** (- 6,8%). À l'inverse, les valeurs logicielles ont rebondi avec **ServiceNow** (+ 5,6%), **Salesforce** (+ 3,2%), **Workday** (+ 3,7%), **Intuit** (+ 3,0%) et **Adobe** (+ 2,7%), soutenues par des achats à bon compte après la correction précédente, un mouvement également observé dans la cybersécurité avec **Palo Alto Networks** (+ 5,5%), **Okta** (+ 3,1%) et **CrowdStrike** (+ 2,8%). Le secteur des matières premières a bénéficié directement des tensions géopolitiques, notamment les producteurs d'aluminium comme **Alcoa** (+ 8,2%) et **Century Aluminum** (+ 7,3%). Parmi les valeurs les plus sanctionnées, **Sysco** (- 15,3%) a chuté après l'annonce de l'acquisition de Jetro Restaurant Depot pour 29 Mds \$, une opération jugée coûteuse, tandis que **Viridian Therapeutics** (- 32,4%) a plongé après des résultats cliniques décevants et que **Boston Scientific** (- 9,0%) a reculé suite à une dégradation d'analyste.

Détail de la séance sur les valeurs : cf. *Les US en Actions*.

Nikkei 225 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Asie

Le **Nikkei 225** est en baisse de 0,8%, pour passer sous les 51 500, marquant une quatrième session consécutive de pertes. L'Iran a percuté un pétrolier koweïtien près d'un port de Dubaï, mettant en lumière des risques accrus pour la navigation dans le golfe Persique et restreignant davantage l'accès mondial à l'énergie du Moyen-Orient. Les marchés ont continué à faire face au choc inflationniste potentiel, provoquant une forte chute des actions. Les actions technologiques ont mené la baisse, avec de fortes pertes de Kioxia Holdings (- 4,7%), Advantest (- 1,6%), Lasertec (- 4,3%), Disco Corp (- 3,3%) et SoftBank Group (- 2,9%), tandis que les actions majeures du secteur financier, de la défense et des biens de consommation ont également été mises sous pression. Le yen japonais s'est stabilisé autour de 159,7 yens par dollar, soutenu par des avertissements verbaux répétés de Tokyo sur une possible intervention. Lundi, le haut responsable monétaire Atsushi Mimura a déclaré que le gouvernement prendrait des mesures décisives si nécessaire, reprenant les propos antérieurs de la ministre des Finances Satsuki Katayama. Leurs propos sont intervenus alors que le yen s'affaiblit au-delà du seuil critique de 160 yens par dollar qui avait auparavant poussé Tokyo à intervenir sur les marchés des changes en juillet 2024. Le yen est toujours en voie de perdre plus de 2% sur le mois.

Le **Hang Seng** recule de 0,5% et le composite de **Shanghai** de 0,4%. Les tensions persistantes au Moyen-Orient ont pénalisé les marchés chinois mais la stabilité des conditions domestiques, l'assouplissement des pressions déflatives et la vigueur des secteurs des énergies renouvelables ont contribué à limiter le recul des indices. Le PMI officiel, du **NBS**, sur mars a rassuré les investisseurs.

Le **KOSPI** est en chute de 3,0%, reculant pour une quatrième session consécutive, dans un contexte de tensions croissantes au Moyen-Orient. Les prix du brut ont dépassé les 100 \$ le baril, suscitant des inquiétudes quant à l'inflation et à la croissance de l'économie sud-coréenne dépendante de l'énergie, déclenchant de fortes ventes étrangères et faisant chuter le won coréen à un niveau plus bas en 17 ans, mettant davantage de pression sur les actifs locaux. La baisse s'est étendue aux grandes capitalisations, notamment Samsung Electronics (- 4,0%), SK Hynix (- 5,6%), Hyundai Motor (- 4,2%), LG Energy Solution (- 2,9%), SK Square (- 6,4%), Hanwha Aerospace (- 4,2%) et Kia Corporation (- 3,6%).

L'indice **S&P/ASX 200** australien est en hausse de 0,8%, mettant fin à une série de trois séances de baisse alors que les contrats à terme américains progressent. Le sentiment a été renforcé par les données nationales montrant une croissance résiliente du crédit privé en février, globalement conforme aux estimations. Les principaux gagnants comprenaient Xero (+ 5,1%), Northern Star Resources (+ 3,0%), REA Group (+ 2,5%) et CSL (+ 2,0%). Cependant, le marché est en voie de connaître sa première baisse hebdomadaire depuis quatre ans, en baisse d'environ 7% jusqu'à présent et s'annonce pour son mois le plus faible depuis janvier 2022, dans un contexte de préoccupations liées à l'expansion du conflit au Moyen-Orient. Par ailleurs, les minutes de la réunion de mars de la **RBA** montrent que les membres étaient d'accord pour une hausse supplémentaire des taux directeurs, bien que le calendrier reste incertain. L'inflation australienne reste élevée, avec une demande excédentaire qui persiste, selon les minutes de mars. La hausse des prix du pétrole, due aux tensions au Moyen-Orient, a été identifiée comme un moteur clé de l'inflation à court terme, faisant porter les attentes à court terme, bien que celles-ci soient restées ancrées. Des coûts énergétiques plus élevés devraient peser sur la croissance nationale et mondiale, bien que l'ampleur de l'impact reste incertaine. Les banquiers centraux ont noté que les conditions financières se sont légèrement resserrées mais la plupart des membres ont jugé que de nouvelles

hausse de taux étaient probablement nécessaires pour ramener l'inflation à l'objectif, les risques étant élevés. Les contraintes d'approvisionnement pourraient s'aggraver dans un contexte de développements géopolitiques, accentuant la pression. Pourtant, les perspectives de demande restent incertaines, compte tenu du rôle de l'Australie dans l'exportation d'énergie et de la résilience des bilans des ménages. Les membres estiment que si les prix du pétrole se maintiennent proches de 100 \$ le baril, l'IPC global pourrait grimper à environ 5% au trimestre de juin.

Change €/€



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

Sur le marché obligataire, la séance d'hier a été largement dominée par les développements géopolitiques au Moyen-Orient et leurs implications macroéconomiques, avec un net mouvement de détente des taux longs, initié aux Etats-Unis. Les marchés obligataires américains ont, en effet, réagi positivement à une nouvelle salve de déclarations de Donald Trump évoquant des progrès potentiels dans les discussions avec l'Iran, malgré des propos contradictoires et des menaces militaires explicites, notamment sur l'île stratégique de Kharg. Cette rhétorique mêlant espoir de désescalade et risque extrême a favorisé un reflux des taux longs souverains américains, **le 10 ans reculant d'environ 10 pb par rapport à vendredi, pour revenir vers les 4,344%, le 30 ans revient sur les 4,90% (- 6,5 pb) et le 2 ans est à 3,836% (- 9,3 pb)**, traduisant un repositionnement des investisseurs face à un scénario de ralentissement économique accru. Pourtant, les tensions énergétiques restent très élevées, avec un pétrole *WTI* au-dessus des 100 \$, alimentant des craintes inflationnistes persistantes. Mais, l'intervention de Jerome Powell a été centrale : tout en reconnaissant les risques croissants sur la croissance et l'emploi, il a insisté sur des anticipations d'inflation « bien ancrées » et sur le fait que la banque centrale devait agir prudemment et attendre plus d'information. Un discours jugé optimiste au regard de la flambée des prix de l'énergie. Il a également réaffirmé la résilience du système financier et l'indépendance de la banque centrale, tout en laissant transparaître un dilemme croissant entre soutien à l'activité et lutte contre l'inflation, dans un environnement de plus en plus assimilable à de la stagflation. **Les anticipations de hausse de taux ont nettement reculé, la probabilité d'un relèvement en 2026 chutant autour de 20%**. En Europe, les marchés ont emboîté le pas aux *Treasuries* avec une détente généralisée mais plus modérée. Le Bund allemand est revenu à 3,035% (- 6,8 pb), les OAT françaises à 3,767% (- 7,5 pb) et les BTP italiens sous les 4%, à 3,983% (- 8,8 pb), après un mois de forte tension. Toutefois, cette accalmie reste fragile car les taux longs demeurent proches de plus hauts pluriannuels, dans un contexte de forte volatilité dans les anticipations de politique monétaire. Les données d'inflation en Allemagne et en Espagne, ainsi que la dégradation du sentiment économique en zone euro, ont renforcé les anticipations de resserrement de la BCE. Toutefois, elles sont désormais orientées vers au moins deux hausses de taux en 2026. François Villeroy de Galhau a confirmé la vigilance de la BCE face à l'inflation énergétique tout en appelant à la prudence sur le calendrier. Au Royaume-Uni, les *Gilts* ont moins réagi, avec des rendements proches de 4,877% (- 4,5 pb), les marchés intégrant désormais un biais nettement plus restrictif de la Banque d'Angleterre. Enfin, en Asie, la détente est restée marginale, notamment au Japon où les taux, proches de sommets historiques, n'ont reculé que légèrement, soulignant une divergence persistante.

Sur le marché des changes, le dollar a observé un net renforcement, qui confirme son statut de « devise refuge » dans un contexte géopolitique de plus en plus instable. Aux Etats-Unis, le *Dollar Index* progresse de 0,4% au-delà des 100,4, inscrivant un plus haut depuis mi-mai 2025, porté par l'absence de toute

désescalade au Moyen-Orient et par la flambée continue des prix de l'énergie. Cette dynamique est renforcée par la hausse du pétrole au-delà de 100 \$, qui soutient mécaniquement le dollar sur des anticipations de recyclage des « pétrodollar ». L'intervention de Jerome Powell n'a pas inversé la tendance : bien qu'il ait reconnu les risques croissants de ralentissement économique et de contraction du marché du travail, son discours sur des anticipations d'inflation « bien ancrées » n'a guère convaincu dans un contexte de choc énergétique majeur. **Du côté des cambistes, ils retiennent surtout que la banque centrale pourrait être contrainte d'arbitrer entre inflation et croissance, dans un environnement de type stagflationniste, ce qui limite les anticipations de resserrement monétaire tout en soutenant paradoxalement le dollar, via l'aversion au risque.** En Europe, l'euro recule de 0,4% à 1,1460 \$, se rapprochant de ses plus bas annuels, pénalisé par la dégradation du sentiment économique et la remontée des anticipations d'inflation. La livre sterling et le yen reculent plus nettement encore, de l'ordre de 0,5%, respectivement à 1,3180 et 159,7, ce dernier étant pénalisé par la perte relative de son statut de valeur refuge face à un dollar soutenu par les flux énergétiques. Le franc suisse limite ses pertes à - 0,2%, illustrant une certaine résilience dans cet environnement incertain, tandis que le yuan demeure stable. Enfin, dans les autres régions, la stabilité relative des devises asiatiques contraste avec la volatilité accrue des grandes monnaies occidentales, confirmant que le marché des changes reste avant tout piloté par les dynamiques géopolitiques et énergétiques globales.

La séance sur les métaux précieux a été marquée par une consolidation des cours dans un environnement toujours dominé par les tensions géopolitiques et le choc énergétique. L'or s'est maintenu au-dessus de 4 580 \$ l'once, illustrant un équilibre fragile entre son rôle de valeur refuge et les facteurs macroéconomiques défavorables. La flambée du pétrole alimente par ailleurs les anticipations d'inflation et limite la marge de manœuvre de la banque centrale pour assouplir sa politique monétaire, ce qui pèse indirectement sur l'or. L'intervention de Jerome Powell n'a pas modifié cet équilibre. Mais, la situation reste également dominée par les risques géopolitiques, notamment les attaques des Houthis en mer Rouge qui maintiennent une prime de risque élevée sur les actifs refuges. L'argent suit une trajectoire comparable, autour des 72,2 \$ l'once, soutenu à court terme par des inquiétudes sur l'offre physique, mais restant en net retrait par rapport à ses sommets de mars (près de - 30%). Comme l'or, il subit l'effet négatif d'un dollar fort et d'un repositionnement des investisseurs vers les obligations, dans un contexte où les craintes de ralentissement économique et de perturbations d'approvisionnement se renforcent. L'évolution des métaux précieux demeure étroitement liée à l'issue des négociations géopolitiques et à la capacité des banques centrales à gérer un environnement marqué par des tensions inflationnistes persistantes et une croissance fragilisée.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

Les cours du pétrole ont poursuivi leur hausse dans un contexte de tensions géopolitiques extrêmes, même si la progression s'est révélée plus mesurée en clôture, après des pics *intraday* élevés, et ce matin, ils marquent un léger recul. Le baril de WTI s'est adjugé plus de 3,3% pour clôturer à 102,88 \$, franchissant pour la première fois depuis le début du conflit le seuil symbolique des 100 \$, tandis que le Brent de la mer du Nord a terminé en légère hausse à 112,8 \$ (+ 0,2%) après avoir brièvement approché les 117 \$. Cette dynamique reflète avant tout l'intensification des risques liés à l'approvisionnement mondial, les marchés restant focalisés sur l'évolution du conflit au Moyen-Orient et sur ses conséquences potentielles sur les flux énergétiques. Les déclarations de Donald Trump ont une nouvelle fois joué un rôle central, alimentant une volatilité

importante : **tout en évoquant des discussions sérieuses avec un régime iranien « plus raisonnable », il a simultanément menacé d'anéantir l'île de Kharg, principal terminal d'exportation du pays, en cas d'échec ou de non-réouverture du détroit d'Ormuz.** Cette rhétorique ambivalente entretient une prime de risque élevée, d'autant que cette infrastructure représente environ 90% des exportations de brut iranien, et que toute interruption durable des flux dans la région pourrait avoir des conséquences majeures sur l'équilibre mondial. Le scénario d'escalade militaire plus large, incluant une intervention terrestre américaine ou une fermeture totale du détroit d'Ormuz, pourrait propulser les prix vers des niveaux extrêmes, certains évoquant la possibilité d'un baril à 200 \$. Cette crainte est renforcée par l'implication croissante d'acteurs régionaux, notamment les rebelles houthis au Yémen, et par les perturbations déjà observées dans le trafic maritime en mer Rouge et dans le Golfe. Malgré l'espoir ponctuel d'une résolution diplomatique, la poursuite des bombardements et les déclarations intransigeantes des différentes parties maintiennent un climat d'incertitude durable. En Europe, les marchés pétroliers ont suivi la même trajectoire, intégrant pleinement cette montée des risques, avec un Brent en voie d'enregistrer une progression mensuelle supérieure à 50%, un mouvement d'une ampleur exceptionnelle qui reflète la rapidité du choc énergétique en cours. Ainsi, le marché pétrolier reste dominé par une logique de risque extrême, où chaque déclaration ou annonce militaire est susceptible de provoquer des mouvements brusques, confirmant que la trajectoire des prix dépend avant tout de l'évolution du conflit et de ses répercussions sur l'offre mondiale.

Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers. Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com